

La République Démocratique du Congo, pays émergent vers 2025 : mythe ou réalité ?



C'est l'avis d'une
dame à plusieurs
casquettes,

**Véronique
TSHIALA Bebel.**

Femme active et
leader de la Société
civile congolaise,
elle est Présidente
du Reso-Action
Femmes, Démocratie,
en sigle, « RAFED ». Ambassadrice
Universelle de la
paix, elle est Experte
en commerce et
développement/
Négociatrice
Multilatérale de la RDC.
verotshiala@yahoo.fr

La présente contribution procède d'une longue et attentive observation de notre part de la scène politique congolaise, de la situation socio-économique et surtout du vécu quotidien du peuple congolais que nous considérons comme étant le véritable baromètre de la croissance économique et, partant, du développement.

Le but de toute nation est d'accéder au stade du développement intégral et de permettre à chaque citoyen de vivre harmonieusement.

Il sied de noter que la croissance économique d'un pays est loin d'être son émergence, encore moins son développement. Le cas de la RDC qui, actuellement, connaît une croissance économique sans développement est assez éloquent.

La croissance économique est définie généralement comme étant l'évolution du Produit Intérieur Brut (PIB) d'une année sur l'autre.

Le développement implique la croissance économique plus la transformation et se manifeste, notamment, par l'amélioration des performances des facteurs de production, la densification et la modernisation du réseau d'infrastructures, le développement des institutions, le changement des attitudes et des valeurs, et, enfin, par un mouvement spectaculaire de l'ensemble du système social.

*Mais alors comment peut-on aujourd'hui
définir un pays émergent ?*

Une réponse concise à cette question est difficile à formuler d'office dans la mesure où lorsqu'on se réfère aux différentes listes de pays établies par les institutions internationales (Banque Mondiale, FMI), les organismes financiers (Goldman et Sachs) ou les groupes d'experts (Boston Consulting Group, Standards and Poor's), on peut s'interroger sur les critères réels communs dans cette catégorie de pays. Or, depuis les années 1980, les listes de pays émergents ne cessent de se multiplier. Chaque organisme international a sa propre liste des pays émergents sans qu'il soit réellement possible de les harmoniser. Excepté pour les indétrônables : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud

(BRICS) qui y apparaissent systématiquement, Ces listes mêlent de grands et de petits pays (en termes de taille et de population), des pays rentiers et producteurs de pétrole et des pays plus ou moins insérés dans les échanges internationaux.

Ce qui est vrai et acquis, c'est qu'il s'agit de pays en développement (PED), mais d'un genre particulier. Sur ce dernier point, « la particularité du genre », il existe un seul consensus : celui des performances macroéconomiques qui font de ces pays les nouvelles locomotives de la croissance mondiale.

La notion d'émergence est donc une variation adaptée à la mondialisation. Elle marque un réel point tournant, faisant passer un pays pauvre d'un équilibre de faible croissance à un meilleur équilibre de croissance forte et durable.

Bien cerné, le concept d'émergence vient ainsi apporter une grande contribution à la théorie du développement. Car, jusqu'ici, le seul but fixé aux nations pauvres était de chercher à converger avec les pays riches. La convergence est un chantier de longue portée (des dizaines, voire, des centaines d'années), comme l'atteste l'histoire économique contemporaine.

La RD Congo est une terre de destinée ; une terre d'investissement pour lequel l'émergence ou le développement ne devrait naturellement pas faire rêver les consciences averties. Il suffit de se remettre véritablement au travail pour être compté parmi les pays les plus développés du monde. Lorsque l'on regarde intelligemment les fameux pays développés, la plupart n'ont pas le quart des potentiels que possède ce pays nanti qu'est la RD Congo.

Ce qu'il faudrait plutôt reconnaître, c'est que tous ces pays, qui se sont développés, ont travaillé durement et sans relâche avec des politiques claires et concertées dans tous les domaines pouvant offrir des opportunités de développement. A vrai dire, ils ont rêvé le développement de leurs pays avec en main un plan d'émergence bien conçu.

Au regard de l'insolente richesse dont regorge la RD Congo, il est aberrant, voire, honteux, de compter ce pays, 54 ans après son accession à l'indépendance, parmi les pays les plus pauvres et les moins développés (PMA) du monde. Bien que possédant plus de quatre-vingt millions d'hectares de terre arable (dont même la puissante Chine actuelle ne dispose pas), un sous-sol, une faune, une flore, un réseau hydrique scandaleusement riches, la pauvreté reste l'apanage de plus de 80% de la population congolaise. Quel paradoxe insolite ?

Cette richesse naturelle est une malédiction ou une bénédiction divine pour le peuple congolais ?

Personnellement, je souffre dans mon fort intérieur quand je vois un pays comme le Seychelles qui est une presque île : il importe la terre arable pour cultiver les fleurs destinées à l'exportation et il est compté parmi les grands exportateurs de fleurs. Les exemples du genre abondent.

Le vrai problème, à mon humble avis, est que nous Congolais, nous ne méritons pas ce pays. La preuve est là : nous ne l'aimons pas et nous nous comportons comme des mercenaires dans notre propre pays !

Ce jugement quelque peu sévère sur moi-même en tant que congolaise vaut son pesant d'or. Parce qu'on ne peut pas expliquer ce paradoxe. Un pays extrêmement riche avec un peuple dans son ensemble très pauvre.

Nonobstant la croissance macroéconomique enregistrée ces dernières années, le vécu quotidien du Congolais est resté préoccupant.

Ce qui laisse penser que le chemin du développement à la mesure des capacités et d'immenses ressources variées dont dispose le Congo n'est pas encore trouvé. Car depuis plus de trois décennies, le social du Congolais est resté un grand défi pour les différents gouvernements qui se sont succédé.

Tenez ! Aujourd'hui, lorsque l'on parle de « l'amélioration du social du peuple congolais », cela signifie tout simplement : rendre accessibles à tout Congolais tous les besoins de base.

Or, il n'est pas possible, par exemple, de manger deux fois par jour, pour un Congolais à revenu moyen ; manger deux fois est un luxe pour lui, alors que tous les produits de base sont cultivables dans toutes les provinces du pays et pendant toute l'année.

Une famille congolaise moyenne de sept personnes a besoin de 4.000 – 5.000 FC par jour pour manger, mais beaucoup de familles n'y arrivent pas. Beaucoup n'ont pas droit/accès à un repas modeste composé de fufu et du pondu (les feuilles de manioc), ou de fufu et de matembele (les feuilles de la patate douce) ; ou encore de riz et de haricots, tout simplement parce que ces produits de base coûtent cher et ne sont pas accessibles à tout Congolais.

Plus précisément, actuellement, à Kinshasa, une botte de feuilles de manioc (pondu) coûte 1.000 FC (pendant la saison pluvieuse), une bouteille d'huile de palme, 1.200 FC, un "ekolo" de farine de maïs, 700 – 1.000 FC, un ekolo de farine de manioc, 600 – 800 FC, une botte de bois de chauffage, 2.500 FC, un sachet vareuse de charbon, 1.000 FC, un "Sakombi" de riz, 500 FC, et un Sakombi de haricots de Goma, 1.200 FC. Tous ces prix ne sont pas à la portée du Congolais moyen.

Normalement, un repas modeste congolais, comme décrit plus haut, devrait coûter plus ou moins 1.000 FC pour permettre à tout Congolais à faible revenu (93.000 FC soit, 100 \$) de se nourrir.

Ceci est réalisable, si et seulement le gouvernement l'insère clairement dans son Programme gouvernemental comme un objectif prioritaire à atteindre.

Beaucoup ont applaudi le choix de cent recommandations prioritaires proposées au futur gouvernement de Cohésion Nationale (impatiemment attendu par tout le peuple congolais) par le Comité de Suivi des Concertations Nationales. Nous osons croire, cette fois-ci, que l'agriculture, l'élevage et la pêche seront réellement la priorité des priorités du Programme du prochain gouvernement et que ce ne sera pas un slogan comme celui de 1980, « Objectif 80 : moto na moto ayeba tina na yango ».

Le souhait du Chef de l'Etat de voir l'émergence du Congo dans les quinze années à venir n'est pas un rêve, ni un mythe, vu sa détermination et le potentiel agricole de notre pays.

Autant pour les routes de desserte agricole. Le fleuve Congo et ses affluents constituant les principaux moyens de communication entre les provinces, le réseau fluvial devra prioritairement être réhabilité.

Il est impérieux d'effectuer des balisages et dragages réguliers des cours d'eau pour améliorer la navigabilité et ainsi faciliter l'évacuation des produits de base à moindre coût, de l'intérieur du pays vers les zones urbaines.

C'est à ce prix que le Congolais pourra non seulement manger à sa faim, mais aussi « le manger » cessera d'être une préoccupation pour ce grand peuple.

L'émergence passe a priori par le renforcement, mieux, le développement du capital humain, premier agent de production des richesses.

Nous espérons avoir un gouvernement très engagé et résolu à remettre les Congolais au travail de la terre. 80% de la population congolaise est paysanne.

Cette dernière est découragée de cultiver, car ne sachant pas comment, à qui, et où vendre ce qu'elle produit ; et les produits pourrissent, faute d'acheteurs.

L'ancienne Société Belgo-congolaise « COTTONKO » est un bel exemple de motivation. Lorsqu'un paysan sait que son travail s'arrête à la production et son revenu est assuré par une structure qui lui rachète toute sa production, ce paysan se remettra vite au travail. Il cherchera à produire plus pour gagner plus. Et par conséquent, la production allant crescendo, la sécurité alimentaire sera assurée et le surplus, transformé et exporté.

C'est pourquoi, en plus de la réhabilitation des routes de desserte agricole, des voies fluviales et autres, une attention particulière devrait être accordée à l'encadrement et à la motivation des paysans afin d'accroître substantiellement la production.

La RD Congo est considérée aujourd'hui comme étant non seulement la réserve mondiale en termes d'eau et de forêt, mais bien encore, comme le grenier agricole « bio » mondiale. Si le Congo ne l'a pas encore compris jusqu'à ce jour, la troisième guerre mondiale qui sera celle de l'eau et de l'azote pour le reste du monde, le fera disparaître de la carte géographique.

Bref, dans le plan d'émergence ou encore dans le tableau de bord devant nous guider dans la noble vision de voir ce grand Congo devenir un pays émergent, la politique agricole doit être repensée afin de se donner des ambitions véritables de développer le pays à l'horizon 2030.

C'est à ce prix que la République Démocratique du Congo retrouvera sa véritable place dans le Concert Economique des Nations et figurera parmi les pays développés du monde. ■